



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 21 Février 2023

Regional

Le prélèvement irrégulier des droits d'accises nuit aux petites économies de la CAE

Selon une étude commandée par le *East African Business Council* (EABC) et soutenue par *Trade Mark Africa*, la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda et le Kenya - plus grandes économies de la CAE - n'ont pas respecté l'article 15:2 du protocole de l'union douanière de la CAE en imposant des montants de droits d'accises différents à chaque exercice financier. Ces variations auraient eu un impact significatif sur les petites économies de la CAE telles que le Burundi et le Sud-Soudan, qui importent la majorité des produits soumis à des droits d'accises et en exportent peu. Ce régime fiscal, généralement appliqué à l'alcool, au tabac, à l'énergie et aux produits de luxe, est particulièrement utilisé en Afrique de l'Est. Au sein des pays membres de la CAE, ces taxes sont également prélevées sur un large éventail de biens et de services tels que les services financiers, les produits et services de télécommunication et certaines denrées alimentaires importées (pâtes, oignons, pommes de terre, etc.) entre autres. Or, lorsque ces taxes ne sont pas harmonisées et

progressives, cela crée des déséquilibres et entrave le commerce, perturbant l'objectif d'un bloc commercial commun. Alors que les pays de la CAE cherchent à établir une union monétaire, le directeur général de l'*East African Business Council* a souligné la nécessité pour les Etats de la CAE d'harmoniser les droits d'accises afin d'éviter les différends commerciaux.

Le ministre délégué au Commerce extérieur en visite au Kenya et en Tanzanie

Le Ministre délégué au Commerce extérieur, à l'Attractivité économique et aux Français de l'étranger, Olivier Becht, s'est rendu au Kenya et en Tanzanie à l'occasion des forums d'affaires organisés par l'Union européenne les 21 et 23 février respectivement. Il était accompagné de délégations d'entreprises du MEDEF international et de Business France. Au Kenya, le Ministre a été reçu par le Président de la République, S. Ruto ainsi que par le CS du National Treasury et son homologue le CS chargé du Commerce. Il a également pu cosigner, avec les ministres concernés, deux Déclaration d'intention qui lancent chacun une coopération entre la France et le Kenya sur le sport et l'agriculture. Il s'est également rendu à Eldoret pour visiter le Moi Teaching Hospital ainsi qu'une usine d'engrais *Baraka/Timac Agro*.

🍷 Burundi

Pas de brève cette semaine

🍷 Comores

Pas de brève cette semaine

🍷 Djibouti

Pas de brève cette semaine

🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine

🍷 Ethiopie

Signature d'un accord avec la Chine pour la fourniture de pièces de rechange au tramway d'Addis Abeba

L'Éthiopie et la Chine ont signé un accord de 1,22 Md ETB (22 MUSD) pour fournir des pièces de rechange au tramway d'Addis-Abeba. En effet, le tramway – *Addis Ababa Light Rail Transit (AALRT)* – a été frappé par de graves pénuries de pièces de rechange ces dernières années, entravant ses opérations. Cet accord permettra à l'AALRT d'obtenir 579 différents types de pièces de rechange pour le bon fonctionnement de cinq systèmes ferroviaires. L'AALRT a été construit avec un investissement de

475 MUSD et a été conçu pour desservir 80 000 voyageurs par jour sur ses deux lignes dans la capitale - le corridor est-ouest reliant Ayat à Tor Hailoch ; et la route nord-sud allant de la place Menelik II à Kaliti.

🍷 Kenya

L'Union européenne signe un financement de 27 MUSD pour stimuler les exportations du Kenya

L'Union européenne a signé mardi un accord de financement de 27 MUSD pour *TradeMark Africa* afin de permettre la mise en œuvre d'un programme quinquennal visant à stimuler les exportations du Kenya. La signature, qui a eu lieu lors du Forum UE-Kenya, s'est déroulée en présence du président kenyan William Ruto, de l'ambassadrice de l'UE au Kenya Henriette Geiger, du ministre français Olivier Becht et de son homologue kenyan Moses Kuria. La ligne de crédit, appelée *Business Environment and Export Enhancement Programme (Beeep)*, sera mise en œuvre en partenariat avec le gouvernement kenyan et viendra compléter la stratégie nationale de développement des exportations, qui vise à accroître les exportations agricoles de 25% par an. L'objectif de cette stratégie est de remédier au déséquilibre commercial croissant avec le reste du monde. Le programme Beeep, financé par une subvention de l'Union européenne, se concentrera sur la résolution des contraintes dans les chaînes de valeur agricoles qui ont un fort potentiel pour stimuler les exportations, en particulier avec l'UE. Pour rappel, l'Union européenne est la principale destination des exportations kényanes, qui représentaient en 2021 plus de 1,3 Mds USD.

KenGen a obtenu les droits de premier refus sur les puits géothermiques forés par la *Geothermal Development Company* (GDC)

Les deux entreprises publiques ont signé un protocole d'accord pour fournir à KenGen la première opportunité d'utiliser les puits géothermiques (nouveaux et existants) de GDC, pour mettre en place des centrales électriques, des têtes de puits ou toute autre utilisation directe de la vapeur. Ce droit de refus signifie que GDC ne pourra s'adresser à d'autres producteurs d'électricité indépendants qu'après que KenGen aura confirmé qu'il ne soumissionnerait pas pour les puits. Le GDC, créé en 2008 pour accélérer le développement des ressources géothermiques au Kenya, est chargé de développer les puits et de vendre de la vapeur géothermique pour la production d'électricité à KenGen et à des investisseurs privés. Les puits de GDC sont notamment utilisés pour faire fonctionner deux unités supplémentaires d'Olkaria I de KenGen et Olkaria IV, qui ont une capacité installée combinée de 320 MW. Dans le champ géothermique de Menengai, GDC avait l'intention de fournir de la vapeur aux producteurs d'électricité indépendants, avec un objectif de première phase de 105 MW provenant de trois producteurs. Ces projets ont été notamment contraints par la difficulté de sécuriser des financements. Cette annonce s'inscrit dans la stratégie de KenGen de développer 3000 MW de capacités issues de sources d'énergie propres au cours des 10 prochaines années.

Taifa Gas obtient une licence pour la construction d'une installation de stockage de gaz de pétrole liquéfié à Mombasa

Le régulateur du secteur de l'énergie kényan, l'EPRA, a accordé une licence à l'entreprise tanzanienne Taifa Gas pour la construction d'une installation de stockage (capacité de 30 000 tonnes de gaz de pétrole liquéfié - GPL) à Mombasa. Les facilités seront installées dans la zone économique spéciale de Dongo Kundu, près du port de Mombasa. Le montant du projet est estimé à 130 MUSD. Le marché du GPL était jusqu'à présent dominé par l'entreprise *African Gas and Oil Company* (AGOL), qui assure la gestion du terminal d'import/d'export de GPL à Mombasa, d'une capacité de 25 000 tonnes. L'arrivée de l'acteur tanzanien pourrait permettre d'abaisser les prix du GPL, pour l'instant non régulés, et qui ont fortement augmenté au cours des derniers mois (+22,6% entre octobre 21 et octobre 22). Près de 2,9 millions de foyers (soit 23,9 % des foyers kényans) utilisent actuellement le GPL pour cuisiner.

🍷 Madagascar

Augmentation des rendements et revenus agricoles dans la région du sud-ouest entre 2014 et 2021

La Banque africaine de développement a publié le 14 février le bilan du Projet de réhabilitation des infrastructures agricoles dans la région Sud-Ouest de Madagascar (PRIASO) qui s'est déroulé entre 2014 et 2021. Le projet a notamment permis d'augmenter le rendement du riz sur le périmètre du Bas-Mangoky de 3,1 tonnes à 5,3 tonnes à l'hectare durant cette période. Les rendements des périmètres de Ranozaza

et Bezaha ont connu une hausse de 2,4 t à 3 t / ha et la productivité du pois de cap a globalement augmenté de 0,6t à 1,2 t / ha dans la région. Le revenu moyen des producteurs est passé de 415,67 USD à 478,04 USD entre 2014 et 2021. Le PRIASO a été financé pour un montant total de 25 M USD financé par le Fonds africain de développement (FAD), le Fonds spécial du Nigéria (FSN) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

🇲🇺 Maurice

Les bilans des grandes entreprises confirment une reprise dynamique de l'économie

Les entreprises cotées à la bourse de Maurice ont publié des résultats encourageants pour le premier semestre de l'année fiscale 2022-2023. Certains conglomérats importants enregistrent un doublement de leur profit après impôts, à l'instar de Ciel (+118 %) ou d'ENL (+182 %). Les établissements bancaires de la place affichent également des résultats en progression comme Afrasia Bank (+157 %) ou la MCB (+36 %). Au-delà des dividendes qui ont pu être versés aux actionnaires, ces résultats témoignent de la forte résilience des groupes qui structurent l'activité économique du pays et génèrent une large part de l'emploi salarié. Cependant, cette reprise reste assujettie à un contexte économique international volatil, dont les entreprises restent dépendantes.

🇺🇬 Ouganda

Le ministère des Finances annonce une série de restrictions pour le budget 2023/24.

Dans sa deuxième circulaire budgétaire publiée le 18 février, le secrétaire permanent du ministère des Finances, M. Ramathan Ggoobi, annonce une série de restrictions pour le budget 2023/24. Il s'agit notamment, côté dépenses, de la limitation des voyages à l'étranger aux seuls membres de l'exécutif, du judiciaire et du parlement, du gel de toute décision d'achat de véhicules et de la suspension de toutes les augmentations de salaire pendant cet exercice. Surtout, aucune entité gouvernementale ne bénéficiera d'augmentation de budget. Concernant les recettes et le financement, il est indiqué que le pays ne contractera pas d'emprunt pendant l'exercice et que l'enveloppe préliminaire des ressources, révisée à la hausse, ne dépassera pas 50 871 Mds de shillings, soit 13,1 Mds euros contre les 12,2 Mds euros de l'exercice précédent. Si ce budget préliminaire traduit ainsi la volonté des autorités d'améliorer la situation fiscale du pays, l'incertitude demeure quant à la capacité de ces dernières à atteindre l'équilibre budgétaire pour l'année fiscale à venir. Pour rappel, sur la dernière décennie, le déficit budgétaire a avoisiné 4,0 % du PIB. Pour mémoire, le parlement avait adopté, le 1er février dernier, le document cadre du budget de l'exercice 2023/24, d'un montant de 12,8 Mds euros, financé à hauteur de 7,4 Mds par les recettes intérieures, 0,7 Md de

soutiens budgétaires, 0,4 Md d'emprunts domestiques, 2,1 Mds de prêts extérieurs d'aide projet et 2,3 Mds de refinancement de la dette domestique.

Rwanda

L'économie du Rwanda poursuit sa dynamique de croissance selon la Banque Mondiale

Dans sa 20^{ème} revue de l'économie rwandaise, la Banque mondiale a présenté les principaux indicateurs de l'économie du pays en 2022. Le Rwanda a poursuivi sur un rythme de croissance élevé de +8% (de l'ordre de son niveau d'avant Covid). Néanmoins, la Banque mondiale rappelle que l'économie du Rwanda reste fragile sur 2 points : i) le niveau de l'inflation (+13,9% sur l'année et 21,7% en novembre) et ii) la répartition inégale des fruits de la croissance. Au niveau de la dette publique, la Banque mondiale rappelle que le niveau reste trop important (71,3% par rapport au PIB) mais soutient que la dette reste soutenable étant majoritairement concessionnelle et ayant même diminué par rapport à 2021 (-2pts de PIB). La Banque mondiale avait placé cette revue sur le thème du développement du tourisme de nature, celui-ci pouvant contribuer sur le long terme au développement du pays. En effet, en 2022, 80% des touristes internationaux ont visité au moins 1 parc naturel et 20% des revenus touristiques proviennent directement des permis des gorilles (24 millions de dollars en 2019).

Seychelles

Pas de brève cette semaine

Somalie

Les ministres de la CAE vont examiner le rapport sur l'admission de la Somalie dans le bloc régional

La 43^{ème} réunion ordinaire du Conseil des ministres de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), qui se tient actuellement au Burundi, examinera l'admission de la Somalie au sein du bloc régional. Le siège de la CAE a déclaré fin février que la mission de vérification avait rédigé son rapport après avoir visité la Somalie du 25 janvier au 3 février. La Somalie, grâce sa position stratégique entre l'océan Indien et la mer Rouge, qui relie l'Afrique à la péninsule arabique, est considérée comme un atout potentiel pour la CAE. Cependant, pour arrêter sa décision, le Conseil des ministres (l'organe décisionnel du bloc régional) devra prendre en compte un certain nombre d'aspects, tant politiques que commerciaux, financiers et administratifs, sur la base des rapports d'autres organes de la CAE, tels que l'Assemblée législative et la Cour de justice Est-Africaine. L'admission de la Somalie au sein de la CAE porterait à huit le nombre total de membres de l'organisation (qui comprend actuellement le Burundi, le Kenya, le Rwanda, le Sud-Soudan, la Tanzanie, le Congo et l'Ouganda).

Le PNUD et le gouvernement fédéral lancent le programme Africa Minigrids en Somalie

Financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le programme Africa Minigrids (AMP) est un programme régional d'accès à l'énergie mené par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en partenariat avec le Rocky Mountain Institute (RMI) et la Banque africaine de développement. Le projet Somalie de l'AMP vise à accroître l'accès à l'électricité et favoriser le développement des zones rurales. Actuellement, 65% de la population somalienne n'a pas accès à l'électricité. La première phase du projet AMP Somalie vise à la mise en œuvre de projets d'hybridation de mini-réseaux pour fournir de l'électricité à environ 67 000 personnes. Le projet a également pour objectifs de favoriser la transformation numérique des mini-réseaux grâce à des modèles innovants (PayGo), et contribuer à rendre les mini-réseaux solaires plus compétitifs et abordables.

Soudan

Poursuite de la baisse de l'inflation

Selon le « Central Bureau of Statistics », le taux d'inflation en glissement annuel pour le mois de janvier s'est élevé à 83 %, comparé à 87 % au mois de décembre. Pour mémoire, le taux d'inflation annuel pour 2022 a atteint 164 %. En parallèle, le ministère du Pétrole a annoncé une augmentation du prix de l'essence qui passe à 555 SDG/litre (0,86 USD), soit une progression de 9 %. Quant au prix du diesel, il est resté stable à 628 SDG/litre (1,08 USD).

Retour possible de La Mancha au Soudan

Un haut responsable de l'entreprise La Mancha, propriété de l'homme d'affaires égyptien Naguib Sawiris, a annoncé que sa société étudie la possibilité de reprendre ses activités minières au Soudan dans les secteurs de l'or et du cuivre. Ces déclarations font suite à une rencontre avec le ministre des Mines le 21 février dernier. La société La Mancha avait été le partenaire du gouvernement soudanais dans la société ARIAB Mining avant de céder, en 2015, sa participation de 46 % à celui-ci contre un montant de 100 MUSD.

Soudan du Sud

Les États-Unis annoncent plus de 200 MUSD pour l'aide humanitaire.

En visite dans l'État du Bahr El Ghazal du Nord, l'ambassadeur américain, M. Michael J. Adler, a annoncé le 16 février, l'octroi d'une aide humanitaire supplémentaire de 288,5 MUSD en faveur du Soudan du Sud. Cette aide octroyée par l'USAID et mise en œuvre par le biais du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), vise à fournir une aide alimentaire et nutritionnelle urgente à près de 2,2 millions de personnes à travers le Sud-Soudan. Selon le PAM, en 2022, 7,7 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire grave et 1,4 million d'enfants de moins de 5 ans à une malnutrition aiguë. Parmi les causes de cette situation figurent la destruction de production agricole et des moyens de subsistance liée aux inondations mais également aux conflits et à l'insécurité. M. Michael J. Adler a aussi demandé au gouvernement de s'attaquer au problème de la violence communautaire dans le pays et de poursuivre les auteurs de ces crimes.

🍷 Tanzanie

Marchés publics: un nouveau système, *National Electronic Procurement System of Tanzania* (NEPST), afin de réduire les pertes de recettes

Ce système remplacera l'actuel *Tanzania National e-Procurement System* (TANePs) qui semble présenter certaines faiblesses. Il s'agit d'un système électronique développé pour faciliter les processus de passation de marchés publics en Tanzanie. Contrairement au TANePs, le NEPST devrait fixer un plafond de prix et donc empêcher la fraude par une tarification excessive des produits ou des services. Ce nouveau système permettrait également au gouvernement de détecter à l'avance les failles dans les fuites de revenus.

En assurant un accès universel à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, la Tanzanie pourrait réduire ses pertes économiques de 1,9Md USD par an d'ici 2030, selon la Banque mondiale

La Banque mondiale a publié la 18^{ème} édition du *World Economic Update* pour la Tanzanie intitulé «Clean Water, Bright Future: The Transformative Impact of Investing in WASH». Malgré les progrès significatifs des dernières années en matière d'accès aux services, seuls 61 % des ménages ont accès à un approvisionnement en eau de base, 32 % à un assainissement de base et 48 % à une hygiène de base. En outre, les zones rurales restent à la traîne par rapport aux zones urbaines dans tous ces domaines. Ce rapport met en lumière les économies significatives (1,9Md USD par an d'ici 2030) qu'apporterait un accès universel à

l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH). Des investissements considérables sont nécessaires pour atteindre et maintenir un accès universel : le rapport appelle à donner la priorité à des investissements dans ce domaine et à développer des solutions collaboratives entre les secteurs.

En ce qui concerne l'économie globale, selon le rapport, des fondamentaux macroéconomiques solides ont permis à la Tanzanie de sortir de la pandémie de COVID-19 en bonne forme, bien que la reprise économique ait été relativement limitée par les effets de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le resserrement des conditions financières mondiales et le ralentissement économique mondial.

Les services du FMI ont achevé la première revue du programme ECF

Le Conseil d'administration du FMI a achevé le 23 février la première revue du programme ECF ouvrant la voie au décaissement de 113,37 millions de DTS à la Tanzanie (environ 151MUSD), portant le soutien financier total du FMI dans le cadre de ce programme à 228,73 millions de DTS (environ 302,7MUSD). Les services du FMI ont également mené la consultation 2023 au titre de l'article IV et en sont venus aux conclusions suivantes: la reprise économique de la Tanzanie suite à la crise Covid-19 se poursuit malgré la dégradation de la conjoncture économique mondiale et la sécheresse. Portée par la reprise des secteurs minier et du tourisme, la croissance 2022 devrait atteindre 4,7%. Malgré les subventions accordées par le gouvernement sur les prix du carburant et des engrais, l'inflation a atteint un pic de 4,9% en g.a. en janvier (contre 4% un an plus tôt), se rapprochant ainsi de la limite supérieure de 5% fixée par la Banque de Tanzanie (BoT). À

court terme, le soutien budgétaire devrait se poursuivre pour préserver l'économie des conséquences de la guerre en Ukraine. Sur le plan monétaire, le shilling tanzanien est resté stable par rapport au dollar américain depuis l'année dernière, ne se dépréciant que de 0,6 % g.a. à la fin 2022. Une stabilité imputable à l'action de la banque centrale sur le marché des changes.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA
suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international